

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

3^e trimestre 2017

N°37

Décembre 2017

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques	ii
Sigles et abréviations	iii
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	3
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA	6
2.1. Activité économique régionale	6
2.2. Evolution de l'inflation	9
2.3. Secteur extérieur	12
2.4. Finances publiques.....	15
2.5. Situation monétaire.....	17
2.6. Activités de la BRVM	19
2.7. Taux de change effectif réel (TCER)	19
3. Principaux faits marquants.....	21
3.1. Environnement international	21
3.2. Pays de l'UEMOA	21
Conclusion.....	23

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017	7
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au troisième trimestre 2017	10
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au troisième trimestre 2017	11
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 3 ^{ème} trimestre 2017 (par rapport au 2 ^{ème} trimestre 2017)	11
Tableau 6 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)	12
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)	13
Tableau 8 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %).....	13
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA) ...	14
Tableau 10 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2017 (en mds).	15
Tableau 11 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds).....	18
Tableau 12 : TCER des pays de l'UEMOA (Base 100 = 2000)	20

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril).....	4
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	6
Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %	14

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
INS	: Institut national de la statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
PIB	: Produit intérieur brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
3T17	: Troisième trimestre 2017

Résumé

Selon les informations du FMI, la croissance de l'économie mondiale serait de 3,6% en 2017 contre 3,2% en 2016. La reprise amorcée en fin 2016 semble ainsi se confirmer et se consolider. Aux Etats – Unis, en Zone euro, en Chine comme en Afrique subsaharienne, la croissance enregistrée est en amélioration par rapport à celle de 2016. Dans les pays avancés, l'inflation est en hausse en raison de la hausse des cours du pétrole. Par contre, dans les pays émergents et en développement, elle baisse légèrement.

En 2017, l'activité économique de l'Union enregistrerait un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2016. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont obtenu de bonnes performances.

Au troisième trimestre, la plupart des cours des matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse dans le sillage des cours du pétrole. Au cours de ce même trimestre, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) pour l'ensemble de l'Union s'est établi à 112,6 en hausse de 0,5% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au même trimestre de l'année passée, la hausse est de 1,2%. Pendant cette période, la production industrielle baisse au Sénégal, au Mali et au Niger tandis qu'elle augmente en Côte d'Ivoire. L'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services progresse en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Sénégal. En outre, on note une baisse du nombre d'entreprises enregistrées au Bénin, au Niger et au Sénégal.

Grâce à la bonne pluviométrie, la campagne agricole 2016/2017 a donné des résultats satisfaisants dans tous les Etats membres.

Au cours du trimestre sous revue, les exportations ont reculé tandis que les importations sont quasi stables. De ce fait, le taux de couverture, le solde commercial et le taux de pénétration se dégradent au troisième trimestre comparativement au trimestre précédent. Au niveau des finances publiques, il est noté une détérioration du solde budgétaire. Les avoirs extérieurs nets baissent pendant la période étudiée tandis que la masse monétaire et les crédits à l'économie augmentent.

Au total, l'on peut juger que la conjoncture économique au troisième trimestre 2017 est bonne grâce surtout à une bonne tenue des cours des matières premières exportées par les pays de l'Union.

Introduction

Pour suivre régulièrement la conjoncture économique dans l'Union, le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA élabore, chaque trimestre, la note de conjoncture économique régionale. Celle-ci a pour but de satisfaire les besoins des décideurs régionaux et des populations, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle retrace l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels sur les huit Etats membres.

La présente note, quatrième de l'année 2017, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2017 et fait une brève projection sur le quatrième trimestre. Elle est divisée en trois parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'octobre 2017 des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2017. Les données nationales proviennent des Instituts nationaux de la statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon les Perspectives Economiques Mondiales du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,6% en 2017 contre 3,2% en 2016. Cette accélération provient des pays avancés et des pays émergents et en développement. En effet, dans les pays avancés, après le fléchissement noté en 2016, une légère accélération de la production est attendue en 2017. En 2018, la croissance est prévue à 3,7%.

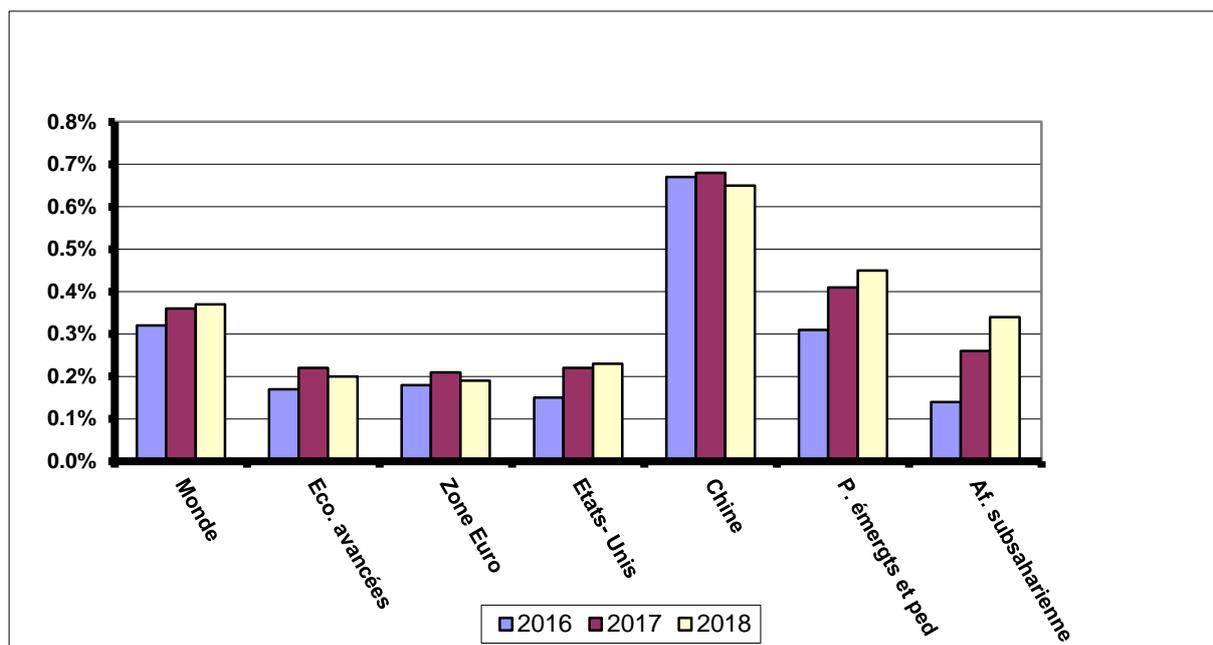
Aux Etats-Unis, la croissance est attendue à 2,2% contre 1,5% en 2016. Cette performance est rendue possible par une reprise cyclique dans l'accumulation des stocks et une croissance solide de la consommation. Un taux de croissance de 2,3% est prévu pour 2018.

En zone euro, la croissance économique devrait être de 2,1% contre 1,8% en 2016. Cette amélioration est essentiellement due à l'affermissement de la consommation privée, de l'investissement et de la demande extérieure malgré l'organisation d'élections dans plusieurs Etats de la zone et les incertitudes liées à la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume Uni. En 2018, une croissance de 1,9% est attendue.

En Chine, l'activité économique devrait ralentir en 2017 avec une croissance de 6,8% contre 6,7% en 2016. Cette légère embellie provient de la poursuite du rééquilibrage entre les exportations et la demande intérieure. En 2018, la croissance économique devrait atteindre 6,5%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2017, sa croissance serait de 2,6% en 2017 contre 1,4% en 2016 portée par une reprise dans les plus grands pays qui avaient connu des conditions macroéconomiques difficiles en 2016. En 2018, les prévisions indiquent une croissance de 3,4%.

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation se situerait à 1,7% en 2017 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à la légère hausse des cours des produits alimentaires et à la reprise de la hausse des cours du pétrole. En 2018, le taux d'inflation est attendu à 1,7%, sous les mêmes hypothèses.

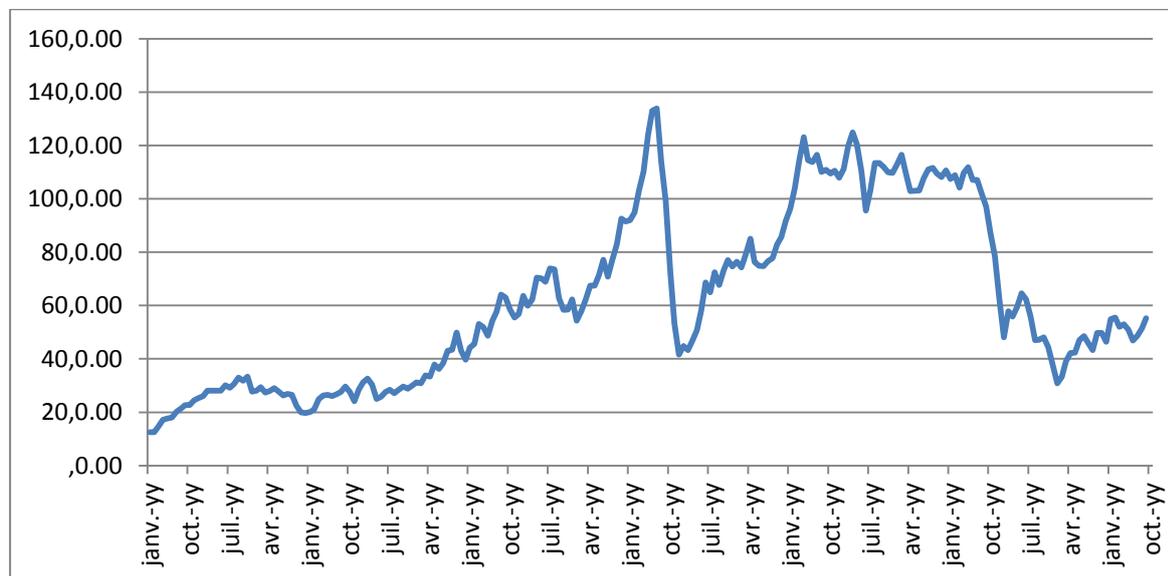
Dans les pays en développement et émergents, l'inflation serait de 4,2% en 2017 contre 4,3% en 2016. Cette situation pourrait être imputable au niveau relativement bas des cours du pétrole, combiné à une légère baisse des prix des produits alimentaires. En 2018, le taux d'inflation est prévu à 4,4%.

1.3. Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2017 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont augmenté de 0,8%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les cours ont augmenté de 11,7%. Cette évolution s'explique

essentiellement par les mesures prises par les pays producteurs pour limiter leur offre dans un contexte caractérisé par une demande en berne dans les pays avancés et émergents.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Au troisième trimestre 2017 comparativement au deuxième trimestre de la même année, les cours de l'once d'or ont progressé de 1,6%. En glissement annuel, ces cours baissent légèrement de 4,0%. Cette embellie des cours de l'once d'or provient essentiellement de son rôle de valeur refuge qui incite les investisseurs à miser sur le métal jaune pendant les périodes d'incertitudes de l'économie mondiale.

Les cours du cacao ont augmenté de 0,5% au troisième trimestre de cette année comparativement à un trimestre plus tôt. Par rapport au même trimestre de 2016, les cours du cacao sont en baisse de 33,4%. Cette quasi-stagnation des cours se justifie surtout par l'abondance de la production offerte dans les principales régions productrices d'Afrique de l'ouest plus précisément en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Au troisième trimestre 2017 comparativement au deuxième trimestre de cette année, les cours du café robusta ont progressé de 1,8%. En glissement annuel, les cours progressent de 10,7%. Cette dynamique des prix du café s'expliquent principalement par la diminution de la demande affectée par la baisse du niveau de l'activité économique mondiale particulièrement dans les pays industrialisés.

Entre le deuxième et le troisième trimestres de 2017, les cours du coton ont baissé de 6,3%. En glissement annuel, les cours progressent de 3,5%. Cette mauvaise tenue des cours du coton pourrait découler d'une légère diminution de la demande dans les pays industrialisés et émergents malgré une légère reprise dans ces régions du monde.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2016	2017		Variations en %	
		T3	T2	T3	17T3 / 17T2	17T3 / 16T3
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	45,3	50,2	50,6	0,8	11,7
Cacao	c / kg	299,0	198,0	199,0	0,5	-33,4
Café arabica	c / kg	370,0	330,0	328,0	-0,6	-11,4
Café robusta	c / kg	205,0	223,0	227,0	1,8	10,7
Huile d'arachide	\$/tm	1 501,0	1 542,0	1 470,0	-4,7	-2,1
Huile de palme	\$/tm	714,0	696,0	687,0	-1,3	-3,8
Huile de palmiste	\$/tm	1 435,0	1 052,0	1 173,0	11,5	-18,3
Maïs	\$ / tm	153,4	157,7	151,1	-4,2	-1,5
Riz brisé 5%	\$ / tm	413,7	419,7	404,0	-3,7	-2,3
Sorgho	\$ / tm	151,9	166,6			
Blé	\$ / tm	151,5	176,8	184,1	4,1	21,5
Banane	\$ / tm	91,0	91,0	83,0	-8,8	-8,8
Farine poisson	\$ / tm	461,0	532,0	557,0	4,7	20,8
Sucre	c/kg	45,0	34,0	32,0	-5,9	-28,9
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	629,6	612,6	411,1	-32,9	-34,7
Coton (A Index)	c/kg	173,0	191,0	179,0	-6,3	3,5
Phosphate roche	\$/ tm	115,0	94,0	96,7	2,9	-15,9
Or non monétaire	\$/ toz	1 331,0	1 258,0	1 278,0	1,6	-4,0

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 1,4% en 2017 contre 1,1% en 2016 au niveau du LIBOR. En 2018, ce taux sera de 1,9%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois serait de -0,3% comme en 2016. En 2018, ce taux sera maintenu à -0,3%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait de 0,1% en 2017 contre 0,0% en 2016. En 2018, ce taux sera de 0,2%.

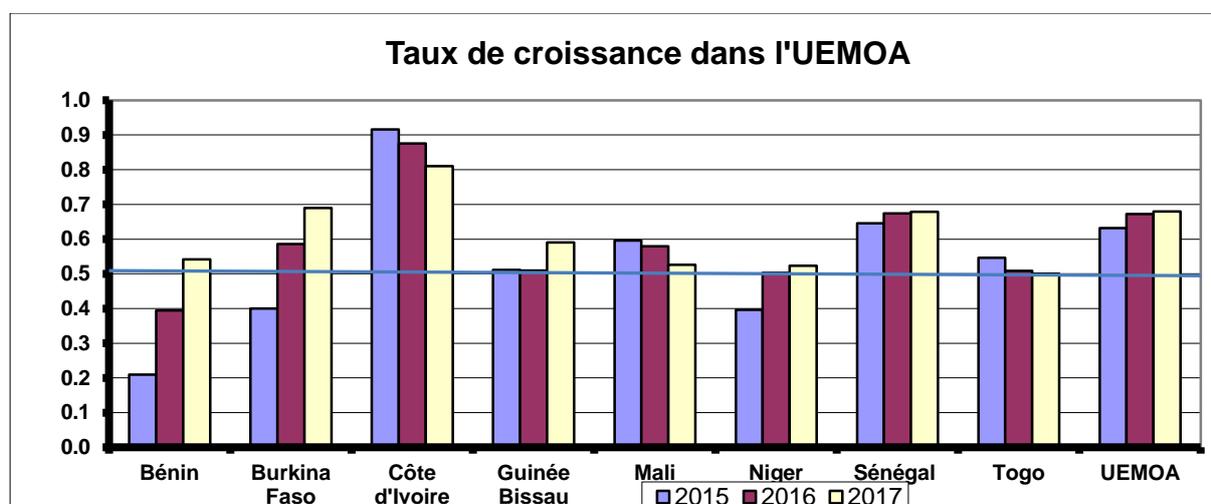
Dans le contexte économique que connaissent les pays avancés, les banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas, ce qui explique la faiblesse des taux servis. Néanmoins une légère remontée est constatée notamment aux Etats – Unis puisque, depuis décembre 2016, la FED a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2017, l'activité économique de l'Union enregistrerait un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2016 et 6,3% en 2015. L'activité économique se déroulerait dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans la plupart des Etats membres. Pour 2018, il est attendu un taux de croissance de 6,9%.

Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres enregistreraient une croissance supérieure ou égale à 5% en 2017. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (5,4%), Burkina Faso (6,9%), Côte d'Ivoire (8,1%), Guinée-Bissau (5,9%), Mali (5,3%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (5,0%). Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications. Une croissance de 6,9% est attendue en 2018.

Activité agricole

Grâce à la bonne pluviométrie, la campagne agricole 2016/2017 a donné des résultats satisfaisants dans tous les Etats membres. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les volumes de production les plus élevés ont été notés en Côte d'Ivoire.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou. Le riz représente 47% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 21,4% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 90% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 35%. Cela serait surtout dû à une hausse importante de la production de niébé.

Au niveau de l'Union, la production d'exportation a augmenté de 17,2% entre les deux dernières campagnes. Quant à la production vivrière, elle a progressé de 11,9% pendant la même période.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017

Etats	Production vivrière (en tonnes)	%	Production d'exportation (en tonnes)	%
Bénin	10.297.045	14.9	723.914	-14.0
Burkina	6.770.762	4.4	1.479.465	9.0
RCI	17.153.400	7.9	7.491.794	4.5
Guinée Bissau	393.451	9.2	193.757	14.5
Mali	8.849.551	10.0	647.300	26.0
Niger	14.179.056	12.0	6.294.502	15.0
Sénégal	4.111.341	35.0	2.045.407	89.0
Togo	3.342.672	1.8	140.394	-6.5
UEMOA	70.647.429	11.9	19.016.703	17.2

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au troisième trimestre 2017, la production industrielle a reculé de 1,9% comparativement au trimestre précédent. Cette évolution est surtout imputable aux baisses respectives de la production de la branches « fabrication de textiles », « fabrication de produits à base de tabac », « autres activités extractives », « travail du bois et fabrication d'articles en bois », « fabrication d'articles d'habillement », « fabrication de papiers et cartons et d'articles en papiers et cartons », « fabrication de meubles » et « raffinage pétrolier ». Pendant la même période, la production a augmenté principalement dans les branches suivantes : « fabrication de machines et de matériels électriques », « construction de véhicules automobiles », « fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » et « autres activités extractives ».

En glissement annuel, la production industrielle a progressé de 2,2%. Cette performance se justifie surtout par les bons résultats obtenus dans la fabrication de machines et matériels électriques, dans celle de construction de véhicules

automobiles, dans celle de fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques et dans l'édition, l'imprimerie et la production d'enregistrements.

Au Mali, la production industrielle a progressé de 0,6% le deuxième et le troisième trimestres de l'année en cours. Cette situation s'explique essentiellement par une hausse de la fabrication de produits alimentaires et à un degré moindre par l'augmentation de la fabrication de papiers et cartons et par celle de la production de matériels électriques. Toutefois, on a pu noter des baisses sensibles de la production au niveau de la fabrication d'articles d'habillement, de la fabrication de produits en caoutchouc, de celle de produits chimiques, de la fabrication de meubles et de celle de la métallurgie et fonderie.

En glissement annuel, une hausse de 21,2% est notée. Elle est tirée principalement par l'augmentation de la production de produits alimentaires et de celle de fabrication de meubles.

Au Niger, au troisième trimestre 2017 comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a baissé de 0,2%. Cette quasi-stagnation est le reflet des baisses enregistrées au niveau des mines plus particulièrement le charbon carbonisé. Au cours de la même période, la production a progressé au niveau de l'énergie.

En glissement annuel, la production industrielle recule de 98,8% en lien avec celle des mines surtout le charbon carbonisé, le pétrole brut et l'uranium.

Au Sénégal, au cours de la période d'étude, la production industrielle a baissé de 10,8%. Ce recul s'explique surtout par la diminution de la production des industries mécaniques et de celle des industries alimentaires. Au même moment, on a assisté à des hausses de la production des industries mécaniques, de celle des industries chimiques et de celle d'énergie.

En glissement annuel, la production industrielle a reculé de 1,3%, en raison surtout par les reculs de la production des industries chimiques, celle des industries mécaniques de celle des industries extractives.

Activité dans le commerce et les services¹

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a augmenté de 9,3% par rapport au trimestre précédent. Cette bonne tenue de l'indice s'explique surtout par les résultats positifs des secteurs de l'hébergement et de la restauration, et ceux des banques et assimilées et des banques et assurances ainsi que des transports et

¹ Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services

télécommunications. On note, aussi, les mauvaises performances des secteurs des autres services et industries chimiques.

En glissement annuel, l'indice global a augmenté de 26,5%. Cela provient surtout des hausses des chiffres d'affaires aux niveaux de construction, du BTP, des autres industries, des assurances et assimilées et de l'hébergement et restauration.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a progressé de 1,2% entre le deuxième et le troisième trimestre de 2017. Ceci provient surtout d'une hausse importante des chiffres d'affaires de la branche « Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » et de celle de la branche « montres, horloges, bijoux et pierres précieuses ». En glissement annuel, cet indice a augmenté de 6,2%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 4,9% au troisième trimestre 2017, comparativement au deuxième trimestre 2017. Ce progrès s'explique surtout par la hausse du chiffre d'affaires du commerce de gros. En glissement annuel, l'indice a augmenté de 2,3% en raison du commerce de détail.

Au troisième trimestre de cette année, comparativement au trimestre précédent, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 4,2%. Cet accroissement provient essentiellement d'une hausse au niveau des transports. En glissement annuel, cet indice a progressé de 10,2% en raison d'une hausse du chiffre d'affaires des services immobiliers, des hôtels, bars et restaurants, des autres services, des banques et assurances

Créations d'entreprises

Au Bénin, 1231 entreprises ont été enregistrées au troisième trimestre de cette année contre 1458 entreprises au deuxième trimestre 2017 soit une baisse de 15,6%. Toutefois, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 36,0%.

Au Niger, 961 entreprises ont été enregistrées au second trimestre de cette année contre 1037 au trimestre précédent, soit une baisse de 7,3%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 15,2%.

Au troisième trimestre de cette année, au Sénégal, 10579 entreprises ont été enregistrées contre 11161 le trimestre précédent soit une baisse de 5,2%. Au nombre de celles – ci, on compte 84,6% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une hausse de 8,7%.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du troisième trimestre 2017, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) pour l'ensemble de l'Union s'est établi à 112,6 en hausse de 0,5% par rapport

au trimestre précédent. Par rapport au même trimestre de l'année passée, la hausse est de 1,2%.

Par rapport au deuxième trimestre 2017, cette hausse de l'indice régional est en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,1%), des meubles et articles de ménage et d'entretien (+0,7%), des services culturels et de loisir (+0,9%) et des services de restauration et d'hébergement (+1,5%). On note à l'opposé, une baisse du niveau des prix dans les autres fonctions de consommation.

Par rapport au troisième trimestre de 2016, la hausse du niveau général des prix s'observe au niveau de la quasi-totalité des fonctions de consommation à l'exception des services de santé (-0,1%), et de communication (-2,4%).

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au troisième trimestre 2017

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2016		2017			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T17 / 2T17	3T17 / 3T16
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	120,4	120,1	119,1	121,6	123,0	1,1	2,1
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	108,0	108,6	108,5	108,7	108,0	-0,6	0,0
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,2	108,7	109,4	109,6	109,2	-0,3	0,9
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,1	109,6	111,1	109,4	109,3	-0,1	0,1
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	109,6	110,2	110,8	111,8	112,5	0,7	2,7
Santé	360,6	103,8	103,0	103,9	103,5	103,7	0,2	-0,1
Transport	1192,2	105,0	104,3	104,8	105,3	105,1	-0,2	0,1
Communication	635,1	80,5	80,3	80,4	79,2	78,5	-0,9	-2,4
Loisir et culture	283,2	103,3	103,2	103,1	103,0	103,9	0,9	0,6
Enseignement	271,7	119,7	120,5	120,8	121,1	120,9	-0,2	1,0
Restaurant et hôtel	1010,4	119,9	119,6	120,2	121,0	122,9	1,5	2,5
Biens et services divers	446,7	109,2	110,0	110,5	110,2	109,9	-0,3	0,6
Total	10000,0	111,3	111,2	111,4	112,0	112,6	0,5	1,2

Source : CStat /Commission de l'UEMOA

Dans la majorité des Etats membres, le troisième trimestre 2017, comparativement au trimestre précédent, a été marqué par une hausse du niveau général des prix, à l'exception de la Côte d'Ivoire (-0,6%) et du Togo (-1,1%). Les hausses les plus importantes du niveau des prix ont été notées au Mali et au Sénégal (+2,5%). Au Mali, cette situation est consécutive aux hausses significatives des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,6%) et des prix des meubles et articles de ménages et d'entretien (+7,3%). Au Sénégal, la hausse est essentiellement imputable aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,4%).

Comparativement au troisième trimestre 2016, le niveau général des prix est en hausse dans tous les Etats membres à l'exception du Togo (-0,4%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au troisième trimestre 2017

PAYS	Pondération	2016		2017			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T17 / 2T17	3T17 / 3T16
BENIN	807,3	110,4	109,9	110,3	112,1	112,3	0,2	1,7
BURKINA	849,0	108,7	107,8	106,6	108,7	109,4	0,6	0,6
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,7	113,5	115,0	115,7	114,9	-0,6	1,1
GUINEE-BISSAU	216,6	110,2	110,8	110,2	109,9	112,2	2,0	1,8
MALI	740,0	113,5	113,3	111,8	113,5	116,3	2,5	2,5
NIGER	602,8	109,1	107,5	107,7	109,3	111,2	1,7	2,0
SENEGAL	1 958,6	105,1	106,7	105,6	104,0	106,7	2,5	1,5
TOGO	1 028,9	116,7	115,8	116,0	117,5	116,2	-1,1	-0,4
UEMOA	10 000,0	111,3	111,2	111,4	112,0	112,6	0,5	1,2

Source : CStat /Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont augmenté de 2,0% par rapport au trimestre précédent. En ce qui concerne les produits énergétiques, il est enregistré une baisse de 2,2% de niveau de leur prix. Ainsi, le niveau général des prix hors produits frais et énergétiques est resté stable par rapport au 2ème trimestre.

Au niveau des Etats membres, on note une hausse significative du prix des produits frais au Mali (+8,7%) et au Sénégal (+12,7%). On note également au niveau des prix des produits énergétiques, une hausse sensible en Guinée Bissau (+18,6%) et une baisse en Côte d'Ivoire (-8,0%).

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 3^{ème} trimestre 2017 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2017)

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-0,8	1,2	-2,9	3,5	8,7	4,1	12,7	-4,4	2,0
Indice Energie	-0,6	0,2	-8,0	18,6	-0,1	1,6	0,0	-1,4	-2,2
Taux d'inflation sous-jacente	0,8	0,0	-0,4	3,6	0,9	0,6	0,6	-0,3	0,0
produits locaux	0,9	0,6	-1,4	2,7	3,6	2,5	3,7	-1,6	-0,1
Produits importés	-0,7	-0,1	1,1	0,4	-0,3	1,4	-0,3	-0,5	-0,4
Produits du secteur primaire	4,3	0,2	-3,8	8,9	7,2	4,0	7,2	-5,8	-0,7
Produits du secteur secondaire	-0,9	0,7	-1,7	2,1	0,8	0,9	0,3	-0,8	-0,2
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	0,5	0,1	-0,7	0,0	0,2	0,1	0,2
Biens non durables	0,7	4,5	-5,5	3,3	8,4	2,8	5,3	-2,2	-0,8
Biens semi durables	0,1	-4,1	0,4	4,0	-0,9	0,1	0,1	0,2	0,0
Biens durables	0,0	0,0	-1,8	-0,1	7,4	-0,2	0,6	0,0	0,6

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Le niveau moyen des prix à la consommation sur les trois (03) premiers trimestres de l'année 2017, comparativement à la même période de l'année 2016, est en hausse de 0,8% au niveau régional.

A fin septembre, le taux d'inflation moyen annuel régional pour l'année 2017 est prévu à 0,8%, bien en deçà de la norme communautaire de 3,0%. Tous les pays seraient également en deçà de la norme.

2.3. Secteur extérieur

Les statistiques du commerce extérieur pour le Bénin et la Guinée Bissau pour le 3^{ème} trimestre de l'année 2017 ne sont pas encore disponibles. Une moyenne des valeurs a été calculée et utilisée comme proxy. Toutes les analyses qui suivent sont faites suivant cette hypothèse.

Exportations

La tendance de repli observée au cours du 2^{ème} trimestre de 2017, s'est poursuivie de manière plus prononcée à la fin du 3^{ème} trimestre avec un recul en valeur de 29,1% par rapport au trimestre précédent, soit – 1088,4 mds de FCFA. Cette baisse quasi générale a été tirée par le repli de 40,7% de la Côte d'Ivoire en liaison avec la baisse des cours du cacao. Le Bénin, le Mali et le Niger présentent une relative stabilité.

En glissement annuel, les exportations présentent une progression de 8,9%, en liaison avec les efforts observés dans tous les Etats sauf au Burkina, au Sénégal et au Togo. Le Bénin continue d'afficher une tendance croissante observée depuis le début de l'année.

Tableau 6 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
Bénin	53,95	42,33	30,49	96,86	165,84	182,86
Burkina Faso	338,77	334,17	431,71	456,90	444,23	310,08
Côte d'Ivoire	1 573,73	1 192,79	1 693,10	2 448,49	2 086,45	1 237,57
Guinée Bissau	65,33	65,33	1,16	0,00	75,36	47,74
Mali	437,92	305,94	376,80	368,50	352,71	358,86
Niger	59,44	67,45	98,89	83,35	88,28	95,28
Sénégal	384,25	327,54	268,33	436,01	402,71	324,04
Togo	112,84	93,53	115,20	121,38	118,61	89,31
UEMOA	3 026,23	2 429,08	3 015,68	4 011,49	3 734,19	2 645,75

Source : INS des Etats

Importations

Pour ce qui est des importations, elles sont restées relativement stable (-1,5%) comparativement au deuxième trimestre 2017. Il faut noter cependant, le repli de

18,4% observé pour la Côte d'Ivoire qui a compensé les progrès observés au Bénin, au Burkina et au Mali. Cette stabilité des importations fait suite à une évolution hachée observée au cours des deux premiers trimestres de l'année.

En glissement annuel, la tendance est nettement haussière et se situe à 11,3% (779,6 mds de FCFA) consécutivement à une reprise dans presque tous les Etats.

Tableau 7: Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
Bénin	245,55	320,48	425,73	350,02	343,10	464,61
Burkina Faso	547,04	421,17	482,60	492,34	540,90	583,73
Côte d'Ivoire	1 277,08	1 187,54	1 128,44	1 263,39	1 619,58	1 321,94
Guinée Bissau	27,01	23,02	23,52	23,14	33,13	23,79
Mali	572,00	542,00	593,10	624,30	640,90	732,50
Niger	191,51	170,56	286,89	203,27	248,58	253,19
Sénégal	731,22	828,21	745,38	805,50	908,77	881,25
Togo	245,46	217,42	360,56	220,58	222,82	229,03
UEMOA	3 836,87	3 710,40	4 046,21	3 982,55	4 557,78	4 490,03

Source : INS des Etats

Taux de couverture

La situation de déséquilibre du commerce extérieur observée au trimestre précédent s'est accentuée affichant un niveau de 58,9%. La Côte d'Ivoire qui avait l'habitude de compenser les faiblesses des autres Etats de l'Union, affiche une contreperformance en liaison avec le repli des exportations observé au cours de la période sous revue. Le taux de couverture présente un repli de 23 points de pourcentage comparativement au trimestre passé. En glissement annuel, le taux présente un recul de 6,5 points de pourcentage.

Tableau 8: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
Bénin	21,97%	13,21%	7,16%	27,67%	48,34%	39,36%
Burkina Faso	61,93%	79,34%	89,46%	92,80%	82,13%	53,12%
Côte d'Ivoire	123,23%	100,44%	150,04%	193,80%	128,83%	93,62%
Guinée Bissau	241,84%	283,78%	4,92%	0,00%	227,46%	200,70%
Mali	76,56%	56,45%	63,53%	59,03%	55,03%	48,99%
Niger	31,04%	39,55%	34,47%	41,00%	35,51%	37,63%
Sénégal	52,55%	39,55%	36,00%	54,13%	44,31%	36,77%
Togo	45,97%	43,02%	31,95%	55,03%	53,23%	38,99%
UEMOA	78,87%	65,47%	74,53%	100,73%	81,93%	58,92%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

Le solde commercial dans l'UEMOA présente un déficit de 1844,3 mds de FCFA au cours de la période sous revue. Cette situation vient rétablir presque le déficit structurel du solde commercial après le surplus observé au 1er trimestre de l'année.

En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est détérioré de 1020,7 mds de F CFA en liaison avec le fort repli observé en Côte d'Ivoire. En glissement annuel, le solde commercial affiche une détérioration de 562,9 mds de FCFA.

Tableau 9: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
Bénin	-191,60	-278,16	-395,25	-253,16	-177,26	-281,75
Burkina Faso	-208,27	-87,00	-50,89	-35,44	-96,67	-273,64
Côte d'Ivoire	296,65	5,25	564,66	1 185,11	466,86	-84,37
Guinée Bissau	38,31	42,31	-22,36	-23,14	42,23	23,95
Mali	-134,08	-236,07	-216,30	-255,81	-288,19	-373,64
Niger	-132,07	-103,11	-187,99	-119,92	-160,30	-157,90
Sénégal	-346,97	-500,67	-477,05	-369,49	-506,06	-557,20
Togo	-132,62	-123,89	-245,36	-99,20	-104,21	-139,72
UEMOA	-810,64	-1 281,33	-1 030,54	28,94	-823,59	-1 844,28

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

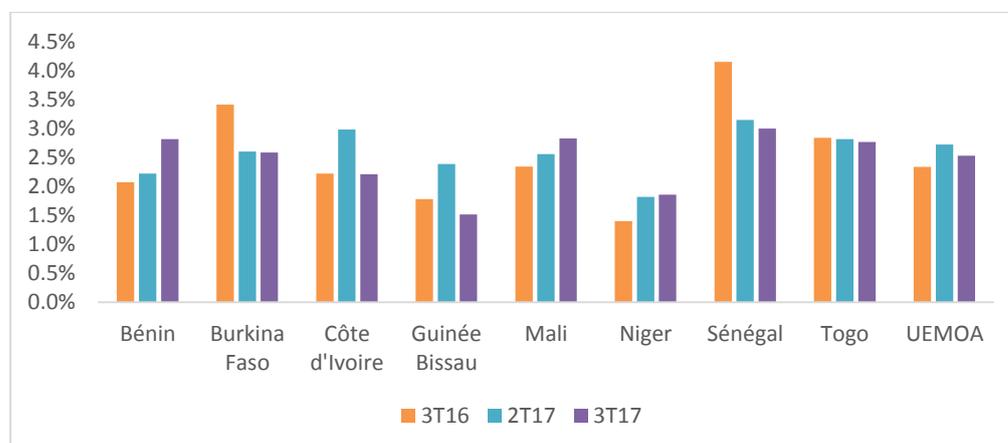
Compétitivité extérieure

Taux de pénétration

La période sous revue affiche une légère baisse de la couverture du marché intérieur de l'Union de 1,9 points de pourcentage par rapport à la période précédente. Cette couverture se situe à 25,3%.

Comparé à la même période de l'année 2017, l'augmentation est de 1,9 points de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes²

L'analyse des données conjoncturelles sur les finances publiques relatives au troisième trimestre 2017 indique que les recettes totales de l'Union se sont établies à 3 682,0 mds au troisième trimestre 2017, contre 3 559,6 mds au cours du même trimestre de l'année 2016. Autrement dit, cette évolution correspond, en glissement annuel, à une progression relative de 3,4%.

Tableau 10 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	-	353,8	1090,3	24,1	437,2	164,7	1611,8	-
	324,8	290,2	1185,0	20,0	320,0	149,1	1595,3	120,7
	-	21,9%	-8,0%	20,9%	36,6%	10,5%	1,0%	-
Recettes Fiscales	-	318,0	842,7	21,6	338,3	147,2	1362,5	-
	293,5	250,5	913,3	17,9	269,7	141,1	1298,6	108,4
	-	26,9%	-7,7%	20,5%	25,5%	4,3%	4,9%	-
Recettes non fiscales	-	35,8	139,2	2,5	55,7	12,2	80,2	-
	31,3	39,7	125,3	2,0	3,8	7,9	69,6	11,7
	-	-9,9%	11,1%	24,6%	1351,1%	54,4%	15,2%	-
Dépenses Totales	-	498,8	1346,3	25,7	504,9	276,3	2131,2	-
	519,8	474,4	1363,0	31,5	404,5	317,0	1899,7	193,3
	-	5,1%	-1,2%	-18,5%	24,8%	-12,8%	12,2%	-
Dépenses Courantes	-	297,2	801,9	24,5	-	177,7	614,7	-
	424,8	330,9	905,0	20,4	-	168,1	614,1	131,1
	-	-10,2%	-11,4%	19,7%	-	5,7%	0,1%	-
Dépenses en Capital	-	201,6	334,8	1,2	205,4	98,5	897,0	-
	95,1	143,6	231,9	9,2	121,9	148,9	729,7	62,9
	-	40,4%	44,4%	-	68,6%	-33,8%	22,9%	-
Solde Global	-	-122,0	-204,1	1,1	-67,6	-111,6	-296,1	-
	-244,5	-106,5	-257,3	-0,4	-84,5	-165,7	-79,4	-66,9
	-	14,6%	-20,7%	-345,7%	-19,9%	-32,6%	272,9%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2016. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

² Les données du Bénin et du Togo sur les finances publiques relatives au troisième trimestre 2017 ne sont pas encore disponibles. Ainsi, les commentaires sur les finances publiques de l'Union concernent, sauf indication contraire, la situation hors Bénin et Togo.

Au troisième trimestre 2017, l'évolution de la situation financière des Etats membres de l'Union a été globalement déterminée par les hausses enregistrées dans les recettes totales au Mali et au Burkina Faso. En effet, par rapport au troisième trimestre de l'année précédente, les recettes totales se sont affichées en hausse de 117,2 mds (+36,6%) au Mali et de 63,6 mds (+21,9%) au Burkina Faso, tandis que des hausses plus modestes ont été relevées au Sénégal (+16,5 mds, soit +1,0%), au Niger (+15,6 mds, soit +10,5%) et en Guinée-Bissau (+4,2 mds, soit +20,9%). Cependant, il est à noter que seule la Côte d'Ivoire a enregistré une baisse de ses recettes budgétaires sur la période, avec un repli évalué à 94,7 mds (-8,0%).

L'examen des composantes des recettes permet, par ailleurs, de constater que la hausse des recettes budgétaires observée au niveau régional a été essentiellement portée par les recettes fiscales qui ont enregistré une progression de 139,2 mds, en glissement annuel, soit une augmentation relative de 4,8%. Bien entendu, cette évolution a été largement due aux augmentations de recettes fiscales enregistrées par le Mali (+68,7 mds, soit +25,5%), et le Burkina Faso (+67,5 mds, soit +26,9%), mais aussi par celle observée au Sénégal (+63,9 mds, soit +4,9%).

Concernant les recettes non fiscales de l'Union, les données conjoncturelles du troisième trimestre 2017 indiquent qu'elles ont globalement progressé de 77,2 mds, soit une augmentation relative de 31,1%, sous l'impulsion de la hausse de 51,8 mds enregistrée au Mali. L'évolution ainsi constatée a également été portée, dans une moindre mesure, par les augmentations respectives de 13,9 mds (+11,1%) et 10,6 mds (+15,2%) relevées en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

2.4.2. Dépenses

Au troisième trimestre 2017, les dépenses publiques totales de l'Union se sont globalement affichées en hausse 293,0 mds, soit une augmentation relative de 6,5%, par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Cette progression des dépenses publiques a été très largement portée par les hausses de dépenses qui ont marqué la conjoncture au troisième trimestre de l'année en cours au Sénégal (+12,2%) et au Mali (+24,8%). En effet, des hausses respectives de 231,5 mds et 100,4 mds ont été observées dans ces deux Etats membres de l'Union, par rapport au troisième trimestre 2016. En dehors du Burkina Faso qui a connu une hausse de 24,4 mds (+5,1%) sur la période, les autres Etats membres de l'Union ont enregistré des replis de leurs dépenses publiques. Celles-ci ont notamment diminué de 40,7 mds au Niger (-12,8%) et de 16,7 mds (-1,2%) en Côte d'Ivoire.

Du point de vue des composantes des dépenses publiques, il apparaît que les dépenses courantes ont évolué à la baisse (-122,5 mds, soit -6,0%), par rapport au troisième trimestre 2017. Cette dynamique s'explique, en grande partie, par la baisse de 103,0 mds (-11,4%) des dépenses courantes ivoiriennes, mais a aussi été portée, dans une moindre mesure, par la diminution de 33,6 mds (-10,2%) des dépenses

courantes au Burkina Faso. Dans les autres Etats membres de l'Union, les dépenses courantes sont généralement ressorties en très légère hausse.

S'agissant des dépenses en capital de l'Union, elles sont ressorties en hausse de 353,5 mds, soit une augmentation d'un quart (+25,5%) en termes relatifs. Cette hausse des dépenses d'investissement de l'Union s'explique essentiellement par les progressions importantes de 167,3 mds (+22,9%) et 102,9 mds (+44,4%) respectivement enregistrées au Sénégal et en Côte d'Ivoire, mais aussi par les augmentations de 83,6 mds (+68,6%) et 58,0 mds (+40,4%), respectivement observées au Mali et au Burkina Faso. En glissement annuel, seuls le Niger (-50,4 mds, soit -33,8%) et la Guinée-Bissau (-7,9 mds, soit -86,4%) ont affiché des diminutions de leurs dépenses d'investissement.

2.4.3. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au troisième trimestre 2017 suggère une détérioration de la position accrue de la position budgétaire des Etats membres de l'Union. Cette situation est notamment perceptible à travers la forte dégradation du solde budgétaire de base au Sénégal. En effet, le déficit budgétaire de base y a évolué de 79,4 mds au troisième trimestre 2016 à 296,1 mds au troisième trimestre 2017. Cependant, la détérioration de la position budgétaire observée au Sénégal a, en partie, été compensée par la réduction des déficits globaux observée, en glissement annuel, au Niger (+54,1 mds, soit -32,6%) et en Côte d'Ivoire (+53,2 mds, soit -20,7%).

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre 2017, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une augmentation de 375,5 mds de la masse monétaire, correspondant à une progression de 1,8%, par rapport au deuxième trimestre de l'année en cours, en termes relatifs. L'évolution constatée au niveau des disponibilités monétaires s'explique essentiellement par la hausse de 430,8 mds (+4,7%) enregistrée par la masse monétaire en Côte d'Ivoire, et dans une moindre mesure, par les augmentations respectives de 98,2 mds (+2,2%) et 11,8 mds (+0,4%) des disponibilités monétaires au Sénégal et au Burkina Faso. Dans les autres Etats membres de l'Union considérés, la masse monétaire a évolué à la baisse. Ainsi, des baisses respectives de 98,3 mds (-4,1%), 44,9 mds (-3,6%) et 22,2 mds (-7,5%) ont été relevées au Mali, au Niger et en Guinée-Bissau.

2.5.2. Avoirs extérieurs nets

S'agissant des avoirs extérieurs nets, il ressort de l'analyse des données du troisième trimestre 2017 une diminution générale au niveau de l'Union. En effet, les disponibilités extérieures nettes sont ressorties à 5 126,2 mds au troisième trimestre

2017, contre 5 747,3 mds au trimestre précédent, soit une baisse de 621,1 mds correspondant à une diminution relative de 10,8%. Cette évolution des avoirs extérieurs nets résulte notamment des diminutions 230,2 mds (-14,0%), 163,4 mds (-5,8%) et 115,6 mds (-42,2%), respectivement relevées au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Mali. Il faut, cependant, noter que si la diminution des avoirs extérieurs nets au Sénégal a, principalement, concerné la BCEAO (-187,7 mds, soit -16,0%), elle a plutôt résulté de l'évolution de la position des banques commerciales au Mali (-77,4 mds, soit -33,7%).

2.5.1. Crédits à l'économie

Au terme du troisième trimestre 2017, les données conjoncturelles sur la situation monétaire indiquent une hausse de 324,1 mds, soit une progression relative de 2,3%, des créances du secteur bancaire sur le secteur privé, par rapport au trimestre précédent.

Tableau 11 ³ : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	-	3 090,1	9 503,1	272,93	2 328,5	1 204,6	4 478,1	-
	2 189,4	3 078,3	9 072,3	295,10	2 426,8	1 249,5	4 379,9	-
	-1,0	0,4%	4,7%	-7,5%	-4,1%	-3,6%	2,2%	-1,0
Avoirs Extérieurs Nets	-	264,0	2 674,8	184,65	158,3	426,8	1 417,7	-
	1 045,2	310,4	2 838,2	195,60	273,8	481,3	1 647,9	-
	-1,0	-15,0%	-5,8%	-5,6%	-42,2%	-11,3%	-14,0%	-
BCEAO	-	-895,3	-	149,03	-27,9	338,5	987,1	-
	155,4	-950,4	-	162,10	-6,8	415,9	1 174,8	-
	-1,0	-5,8%	-	-8,1%	310,0%	-18,6%	-16,0%	-
Banques Commerciales	-	1 159,3	-	35,62	186,2	88,3	430,6	-
	889,8	1 260,8	-	33,60	280,7	65,4	400,5	-
	-1,0	-8,0%	-	6,0%	-33,7%	35,0%	7,5%	-
Crédits à l'économie	-	2 202,0	5 318,7	43,54	2 237,3	952,9	3 583,3	-
	1 223,6	2 220,6	5 219,7	44,90	2 212,0	910,3	3 406,1	-
	-1,0	-0,8%	1,9%	-3,0%	1,1%	4,7%	5,2%	-
Position Nette du Gouvernement	0,0	-6,3	1 799,2	58,31	305,6	152,4	278,3	0,0
	92,1	-19,9	1 846,6	58,60	276,8	146,8	67,4	0,0
	-1,0	-68,5%	-2,6%	-0,5%	10,43%	3,8%	312,9%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2017. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

³ Les commentaires relatifs à l'Union dans son ensemble ne tiennent pas compte des situations du Bénin et du Togo. En effet, les données de la situation monétaire ne sont pas encore disponibles pour le troisième trimestre 2017, dans le cas du Bénin, tandis que les données des deuxième et troisième trimestres ne sont pas encore disponibles pour le Togo.

Cette évolution des crédits à l'économie résulte, dans une large mesure, des augmentations observées au Sénégal (+177,2 mds, soit +5,2%) et en Côte d'Ivoire (+99,0 mds, soit 1,9%). Des hausses de moindre ampleur ont aussi été notées au Niger (+42,6 mds, soit +4,7%) et au Mali (+25,3 mds, soit +1,1%), tandis qu'une baisse de 18,6 mds (-0,8%) a notamment été relevée au Burkina Faso entre les deuxième et troisième trimestres de l'année en cours.

2.5.2. Position nette du gouvernement

Au terme du mois de septembre 2017, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire que les créances du secteur bancaire sur les Gouvernements de l'Union ont évolué à la hausse, s'établissant à 2 587,5 mds au troisième trimestre 2017, contre 2 376,2 mds au trimestre précédent, soit une progression relative de 8,9% sur la période. Cette évolution de la PNG s'explique essentiellement par la forte augmentation de la PNG observée au Sénégal (+210,9 mds, soit +312,9%). Dans le même temps, il est à noter que la PNG a évolué à la baisse en Côte d'Ivoire (-47,4 mds, soit -2,6%), passant de 1 846,6 mds au deuxième trimestre 2017 à 1 799,2 mds.

2.6. Activités de la BRVM

A fin septembre 2017, les activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) continuent d'être orientées à la baisse. En effet, la quasi-totalité des indices boursiers se replient, tout comme la capitalisation boursière du marché des actions et la valeur totale échangée. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM composite reculent de 12,3% et 11,7% respectivement en lien avec la décrue des cours des actions.

Au niveau sectoriel, hormis l'indice de l'agriculture qui progresse de 4,4%, tous les indices se contractent notamment ceux de l'industrie (-29,1%), la distribution (-38,8%), le transport (-22,3%) et les finances (-4,4%). Concernant les transactions, la valeur totale échangée connaît une baisse de 34,3% tandis que le volume échangé s'accroît de 2,3%.

Pour le seul mois de septembre 2017, la valeur totale des transactions s'est établie à 15,94 milliards pour 6 061 461 titres échangés. La moyenne quotidienne des transactions s'est située à 708.59 millions pour le marché des actions et 88,61 millions pour celui des obligations.

2.7. Taux de change effectif réel (TCER)

En 2016 comparativement à 2015, le TCER de l'UEMOA a baissé de 0,4%. Au cours de la même période, le TCER a baissé au Burkina, au Mali et au Togo. Par contre, il augmente en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Sénégal. Il a stagné au Bénin et au Niger. Par rapport à son niveau de 2000 (année de base), le TCER a diminué seulement au Sénégal qui a enregistré, par ailleurs, une hausse de 1,4%. Comparé à ce même niveau, le taux le plus fort a été noté au Togo (120,8) mais correspondant à

une baisse de 3,4%. La progression la plus élevée a été notée en Guinée Bissau (1,9%) tandis que la plus faible est celle du Burkina (-5,3%) sur la même période.

Tableau 12 : TCER des pays de l'UEMOA (Base 100 = 2000)

Etats	2015	2016	%
Bénin	100,5	100,5	0,0
Burkina Faso	110,4	104,5	-5,3
Côte d'Ivoire	113,1	113,4	0,2
Guinée Bissau	112,9	115,1	1,9
Mali	110,9	110,1	-0,,
Niger	102,0	10,0	0.0
Sénégal	94,6	95,9	1,4
Togo	125,0	120,8	-3,4
UEMOA	106,9	106,5	-0,4

Source : Perspectives Economiques Régionales du FMI

La baisse du TCER au niveau de l'UEMOA traduit une légère amélioration de la compétitivité externe de la zone. La même situation est observée au Burkina, au Mali et au Togo. On peut postuler que ce fait découlerait de la baisse du taux de change nominal du franc CFA par rapport aux devises des principaux pays partenaires ainsi qu'une diminution du rapport des indices de prix.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Septembre 2017 : Une étude de l'agence Reuters estime à 10 000 le nombre d'emplois qui pourraient quitter Londres une fois le Brexit achevé, alors que près d'un million de personnes travaillent dans le secteur de la finance au Royaume-Uni. Cette étude a été menée auprès de 158 grandes entreprises et acteurs internationaux implantés en Grande-Bretagne, que ce soit des banques d'assurances ou des fonds d'investissement, entre le 21 août et le 15 septembre 2017.

Source : rfi.fr

Septembre 2017 : Alors que s'ouvre en Chine le sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), le Brésil annonce la fin de la pire récession de son histoire. La première économie d'Amérique latine a enregistré une légère croissance durant deux trimestres consécutifs. Au 2^e trimestre, le PIB a enregistré une croissance de 0,2% après une progression de 1% au 1^{er} trimestre. En 2015 la chute avait été de 3,8% et encore de 3,6% en 2016.

Source : rfi.fr

Août 2017 : La Chine détrône de nouveau le Japon comme premier détenteur étranger de la dette des Etats-Unis. Un rapport publié le mardi 15 août par le Trésor américain montre que l'empire du Milieu a augmenté ses achats d'obligations d'Etat américaines en juin. Et ce sont les plus importantes acquisitions réalisées en 6 ans. La Chine détient un peu plus de 1 146 milliards de dollars de bons du Trésor américain. C'est à peu près 20% de la dette détenue par les Etats étrangers. Le Japon arrive en deuxième place suivie de l'Irlande, du Brésil et du paradis fiscal des îles Caïmans.

Source : rfi.fr

Juillet 2017 : L'Etat grec émet ce mois de juillet des obligations pour la première fois depuis 2014. En proposant ainsi des titres de sa dette publique aux marchés financiers la Grèce teste ses capacités de financement afin de préparer la fin de l'aide de l'Union européenne/FMI en 2018. L'accueil réservé par les marchés à cette offre de financer la dette publique grecque apportera une indication précieuse sur le degré de confiance retrouvée du pays.

Source : rfi.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Septembre 2017 : La nouvelle campagne qui s'ouvre en ce mois de septembre représente un grand enjeu en Côte d'Ivoire notamment en ce qui concerne le prix garanti aux planteurs. Le 29 septembre, l'enthousiasme des premières éditions des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC), instaurées en 2013 pour

célébrer les performances du secteur, avait déserté l'auditorium de l'immeuble CAISTAB situé dans le quartier du Plateau, à Abidjan. En coulisses, le chef de l'État ivoirien et son homologue ghanéen Nana Akufo-Addo tentaient d'harmoniser leurs politiques tarifaires. À eux deux, la Côte d'Ivoire et le Ghana représentent plus de 60 % de la production mondiale, estimée à 4,7 millions de tonnes en 2016-2017, en hausse de 18 % sur un an.

Source : jeuneafrique.com

Juillet 2017 : L'Allemagne va financer pour 17 milliards de FCFA la construction de plus de 900 km de pistes rurales dans les zones cotonnières et celles de production de café et de cacao au Togo. L'Etat participera à hauteur de 6 milliards.

Source : www.republicoftogo.com

Juillet 2017 : Le Togo va bénéficier d'une aide de 14 millions d'euros de l'Union européenne et de 5 millions de la coopération allemande pour la mise en œuvre d'un programme de décentralisation et de gouvernance locale.

Source : www.republicoftogo.com

Conclusion

Grâce à une bonne tenue des cours de matières premières, l'on peut juger que la conjoncture économique au troisième trimestre 2017 est bonne. Par ailleurs, la production industrielle mesurée par l'IHPI, le chiffre d'affaires du commerce et des services et les créations d'entreprises sont orientés positivement confirmant la bonne tenue de la conjoncture au cours du trimestre sous revue. Ces évolutions ont été constatées dans un contexte d'inflation quasi nulle.

Au niveau du commerce extérieur, on a enregistré un recul des exportations et une stagnation des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire en légère amélioration. Les avoirs extérieurs nets, les crédits à l'économie et la masse monétaire ont progressé. Cependant, tenant compte du poids de l'agriculture dans les économies de l'Union, on peut là encore postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre étudiée.

Au demeurant, on peut considérer l'année 2017 comme une période d'amélioration de l'environnement international. Aux Etats –Unis, en zone euro, en Chine et en Afrique subsaharienne, l'activité est bien orientée. Dans ce contexte favorable, la demande de matières premières a été dopée par la reprise économique dans les pays avancés et émergents. Considérant les évolutions positives constatées dans ces pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager. Cela pourrait entraîner une amélioration de la conjoncture au quatrième trimestre 2017.

En ce qui concerne les prévisions, les experts du FMI sont optimistes quant à l'évolution dans les prochains mois de l'activité économique mondiale particulièrement en ce qui concerne les cours des matières premières. Ceci devrait entraîner une bonne orientation de la conjoncture économique dans la zone UEMOA permettant la réalisation des attentes en matières de croissance économique.